

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 19 AVR. 2011

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement  
106, rue Pierre Corneille  
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 61 51  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société NEXANS dans son établissement situé 29, rue Pré Gaudry à LYON 7<sup>ème</sup> ;

VU le rapport du 5 avril 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de LYON 7<sup>ème</sup>, exploité par la société NEXANS, a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- la consommation d'eau de nappe n'est pas relevée journallement alors que le débit dépasse 100 m<sup>3</sup>/j (point 1 de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007),
- l'étude d'impact hydrogéologique et thermique des pompes sur la nappe n'a pas été réalisée (point 3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007) ;

CONSIDERANT donc que la société NEXANS ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de LYON 7<sup>ème</sup>, les dispositions prévues, en matière de prélèvements d'eau dans la nappe, au point 1 de l'annexe 4, et, au point 3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 modifié susvisé ;

../..



CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter l'exploitant à respecter les dispositions prévues au point 1 de l'annexe 4 et au point 3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 modifié précité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société NEXANS, 29, rue Pré Gaudry à LYON 7<sup>ème</sup>, est mise en demeure de respecter :

- *sous quinze jours*, les dispositions du point 1 de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 modifié susvisé,
- *sous trois mois*, les dispositions du point 3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2007 modifié visé ci-dessus.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sénateur-maire de LYON,
- à l'exploitant.

Lyon, le 7 9 AVR. 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER